

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 14 septembre 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

35 2015.RRGR.569 Motion 154-2015 Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) Liste des prestations d'intérêt général de 2012 à 2015

N° de l'intervention: 154-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.06.2015
Déposée par: Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 04.06.2015
N° d'ACE: 977/2015 du 19 août 2015
Direction: SAP

Liste des prestations d'intérêt général de 2012 à 2015

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Fournir des indications détaillées sur les prestations d'intérêt général versées de 2012 à 2014, aux différents hôpitaux et maisons de naissances répertoriés dans le canton de Berne, en précisant l'allocation de l'argent et les sites hospitaliers auxquels il a été versé.
2. Fournir des indications détaillées sur les prestations d'intérêt général qu'il est prévu de verser en 2015 ou qui ont le cas échéant déjà été versées, selon la même description que dans le point 1.
3. Expliquer si en plus des prestations d'intérêt général d'autres contributions prélevées sur d'autres outils de financement du canton de Berne ont été sollicitées par les mêmes projets ou leur ont été versées.

Développement :

D'autres cantons dont les structures géographiques sont comparables présentent chaque année une récapitulation lisible et parfaitement transparente des prestations d'intérêt général qu'ils ont versées.

Dans les discussions concernant les prestations et les soins hospitaliers, le Conseil-exécutif compare toujours le canton de Berne avec les autres cantons auxquels il se réfère.

Les sommes versées en prestations d'intérêt général sont considérables dans le canton de Berne. Pour que les comparaisons soient parlantes, les contributions versées hors subventions cantonales et cotisations aux caisses d'assurance-maladie sont déterminantes.

Les comparaisons avec d'autres cantons de montagne, notamment avec les Grisons, qui publie dans la plus grande transparence les contributions qu'il verse, présentent un intérêt indéniable et permettent de se faire une idée de la répartition de l'argent entre la ville et la campagne ou les régions de montagne.

Si plusieurs crédits ont été sollicités ou versés pour le même projet, ils doivent apparaître clairement.

Réponse du Conseil-exécutif

Points 1 à 3

Le gouvernement répond ci-après au vœu de la motionnaire, dans la mesure de ses possibilités. Les tableaux qui suivent présentent l'ensemble des rémunérations que le canton n'est pas tenu de verser aux fournisseurs de prestations en vertu de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10) ou de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI ; RS 831.20), en milliers de francs (kCHF). Pour 2012 et 2013, les chiffres se fondent sur les décomptes ; pour 2014 et 2015, il s'agit des montants prévus ou escomptés selon

les contrats. Les flux financiers ne peuvent pas être indiqués par site, dès lors que la plupart des contributions ne sont pas versées séparément. Par ailleurs, seuls sont mentionnés les hôpitaux répertoriés qui ont fourni au moins une prestation d'intérêt général pendant une des années considérées, d'où l'absence des cliniques Hohmad, Siloah et Schönberg, de la maison de naissance Luna et de la clinique de réadaptation Hasliberg. Aucune autre contribution issue d'autres sources de financement du canton n'a été versée pour les prestations et projets énumérés ci-après.

Les tableaux appellent les précisions suivantes :

- Champs grisés : aucune contribution n'a été versée pendant la période en question, pour des raisons diverses : nouvelle réglementation fédérale rendant la rémunération obligatoire (coordination du don d'organes à l'Hôpital de l'Île), essai pilote, aide financière initiale ou autre financement temporaire (psychiatrie de proximité dans la région de Thoun), projet clos (frais de consolidation du Centre des soins intensifs, des urgences et de chirurgie IUC de l'Hôpital de l'Île), prestation à couvrir par le tarif selon le canton de Berne (interprétariat) ou prestation supprimée dans le fil des mesures d'économie (abandon de la compensation du manque à gagner lors de la rénovation de la clinique de pédiatrie de l'Hôpital de l'Île).
- indét. (= indéterminé) : aucun chiffre ne peut être avancé à l'heure actuelle, là aussi pour des raisons diverses :
 - Aucun contrat n'a (encore) pu être conclu sur la rémunération de la prestation concernée. Dans certains cas, les négociations sont en cours (avec les services de sauvetage pour 2015, p. ex.), dans d'autres, des décisions sont à arrêter parce que les fournisseurs ne sont pas d'accord avec la rémunération proposée par le canton (formation postgrade en médecine et en pharmacie pour 2015).
 - En ce qui concerne les innovations, un montant de 3 millions de francs est certes réservé pour 2015. Cependant, depuis cette année, l'Hôpital de l'Île n'est plus le seul à pouvoir en bénéficier ; tout établissement répertorié pouvait déposer une demande jusqu'au 30 juin. Les dossiers étant en cours d'examen, il n'est pas possible de fournir des indications sur la répartition de l'enveloppe.
- Tirets : aucune prestation n'a été fournie (cf. Hôpital du Jura bernois en 2013 pour l'interprétariat).
- 0 (= zéro) : la rémunération est inférieure à 500 francs (cf. Fondation Diaconis en 2013 pour l'interprétariat).

	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
Hôpital de l'Île	Consultations en matière de grossesse	551	591	590	590
	Protection de l'enfant et aide téléphonique aux enfants	566	566	566	566
	Frais de consolidation de l'IUC	3 300			
	Compensation du manque à gagner lors de la rénovation de la clinique de pédiatrie	3 600	3 600		
	Unités d'hôpital protégées	15	15	15	15
	Enseignement dispensé aux enfants hospitalisés	116	116	116	116
	Interprétariat	574	623		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	31 148	5 236	5 410	indét.
	Coordination du don d'organes				427
	Recherche et formation	97 465	95 868	98 465	98 465

	Innovations	3 000	2 964	2 997	indét.
	Division cellulaire			1 700	1 600
	Total	140 335	109 579	109 859	101 779

Spitäler FMI AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Consultations en matière de grossesse	15	15	15	15
	Unités d'hôpital protégées	87	87	17	17
	Interprétariat	14	32		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	1 682	467	460	indét.
	Psychiatrie hospitalière de jour	916	913	1 105	1 105
	Psychiatrie ambulatoire	648	650	661	661
	Gestion intégrée des soins psychiatriques	583	425	372	372
	Mise en œuvre de la planification des soins psychiatriques	120	50		
	Service de sauvetage	3 018	2 897	1 679	indét.
	Recherche et formation	4	4	4	4
	Total	7 087	5 540	4 313	2 174

Hôpital du Jura bernois SA	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Consultations en matière de grossesse	131	120	140	140
	Unités d'hôpital protégées	12	12	12	12
	Interprétariat	1	-		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	962	226	228	indét.
	Service de sauvetage	2 093	2 049	1 972	indét.
	Total	3 199	2 407	2 352	152

Spital Netz Bern AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Unités d'hôpital protégées	32	32	32	32
	Interprétariat	1	2		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	4 014	1 001	1 030	indét.
	Conservation des archives de l'ancien hôpital de Jegenstorf	26	26	26	26
	Service de sauvetage	1 564	1 487	1 800	indét.
	Recherche et formation	157	175	157	157
	Total	5 794	2 723	3 045	215

Hirslanden Bern AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015

	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	969	249	260	260
	Total	969	249	260	260

	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
Regionalspital Emmental AG	Consultations en matière de grossesse	157	153	110	110
	Unité d'hôpital protégée	6	6	6	6
	Interprétariat	23	21		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	2 391	630	600	600
	Conservation des archives des anciens hôpitaux de Grosshöchstetten et de Sumiswald	21	21	21	21
	Psychiatrie hospitalière de jour	1 509	1 333	1 375	1 375
	Psychiatrie ambulatoire	1 500	1 500	1 815	1 815
	Gestion intégrée des soins psychiatriques	1 348	983	860	860
	Mise en œuvre de la planification des soins psychiatriques	220	60		
	Service de sauvetage	1 392	1 350	1 157	indét.
	Recherche et formation	55	55	49	49
	Total	8 622	6 112	5 993	4 836

	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
Spital SRO AG	Consultations en matière de grossesse	15	15	15	15
	Unités d'hôpital protégées	12	12	12	12
	Interprétariat	7	15		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	1 519	463	364	indét.
	Psychiatrie hospitalière de jour	1 689	1 670	1 450	1 575
	Psychiatrie ambulatoire	900	900	944	944
	Gestion intégrée des soins psychiatriques	688	501	439	439
	Mise en œuvre de la planification des soins psychiatriques	320	50		
	Engagement de conseillers pairs aidants en psychiatrie (aide financière initiale)			20	
	Suivi systématique en psychiatrie (essai pilote)				41
	Service de sauvetage	1 979	1 708	2 223	indét.
	Recherche et formation	54	54	54	54
	Total	7 183	5 388	5 521	3 080

Spital STS AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Consultations en matière de grossesse	180	180	150	150
	Unités d'hôpital protégées	17	17	17	17
	Interprétariat	26	30		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	2 935	668	690	indét.
	Psychiatrie hospitalière de jour	1 467	1 555	1 450	1 475
	Psychiatrie ambulatoire	2 105	2 105	2 564	2 564
	Gestion intégrée des soins psychiatriques	1 895	1 381	1 209	1 209
	Mise en œuvre de la planification des soins psychiatriques	270	50		
	Psychiatrie de proximité dans la région de Thoun (essai pilote)		50		
	Service de sauvetage	1 250	1 087	581	indét.
	Recherche et formation	41	56	56	56
	Total	10 186	7 179	6 717	5 471

Centre hospitalier Bienne SA	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Consultations en matière de grossesse	486	493	indét.	indét.
	Unité d'hôpital protégée	6	6	6	6
	Interprétariat	15	17		
	Bilinguisme	1 500	1 500		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	2 345	615	indét.	indét.
	Recherche et formation	107	105	107	107
	Total	4 459	2 736	113	113

Clinique des Tilleuls SA	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	40	3	10	10
	Innovations			3	indét.
	Total	40	3	13	10

Lindenhof AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	1 222	358	300	300
	Psychiatrie hospitalière de jour	-	-	375	525
	Total	1 237	373	690	840

Fondation Diaconis	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Interprétariat	-	0		
	Total	-	0		

Clinique Bernoise Montana	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Bilinguisme	220	220		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	234	58	60	indét.
	Total	454	278	60	

Berner Reha Zentrum AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	478	128	130	indét.
	Recherche et formation	2	2	-	-
	Total	480	130	130	

Fürsorgeverein Bethesda	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Interprétariat	1	3		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	190	53	80	80
	Total	191	56	80	80

Kurklinik Eden AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	23	-	10	-
	Total	23		10	

Privatklinik Meiringen AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	598	110	140	140
	Clinique de jour	245	216	188	363
	Service ambulatoire	100	120	122	122
	Mise en œuvre de la planification des soins	170	50		
	Total	1 113	496	450	625

Klinik Wysshölzli, Marie Sollberger- Stiftung	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Réinsertion des personnes dépendantes	116	120	150	135
	Total	116	120	150	135

Interessengemeinschaft Sozialpsychiatrie Bern	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Interprétariat	0	-		
	Clinique de jour	290	277	300	300
	Total	290	277	300	300

Privatklinik Wyss AG	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	219	87	60	60
	Clinique de jour	-	-	625	625
	Total	219	87	685	685

Stiftung für ganzheitliche Medizin SGM	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	142	38	40	40
	Clinique de jour	-	-	375	375
	Total	142	38	415	415

Stiftung Südhang Klinik für Suchttherapien	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	63	10	20	20
	Clinique de jour	611	542	575	600
	Service ambulatoire	-	-	200	200
	Réinsertion des personnes dépendantes	405	405	420	435
	Total	1 079	957	1 215	1 255

Stiftung Klinik Selhofen	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Réinsertion des personnes dépendantes	203	198	210	201
	Total	203	198	210	201

Services psychiatriques universitaires	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Interprétariat	250	250		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	3 780	630	810	810
	Clinique de jour	10 491	10 491	8 180	9 445
	Service ambulatoire	5 390	5 390	6 340	6 817
	Gestion intégrée des soins	4 072	4 072	2 690	2 690
	Mise en œuvre de la planification des soins	360	360	37	
	Frais de sécurité de l'unité de psychiatrie médico-légale	1 970			
	Processus de développement de la gestion	600	600		
	Poste de travail cantonal	1 374	1 374		
	Rôle de centre	169	169		
	Enseignement dispensé aux enfants hospitalisés	1 393	1 393	2 366	3 071
	Garderie	320	320	306	344
	Recherche et formation	7 710	7 579	7 785	7 870
	Total	37 879	32 628	28 514	31 047

Services psychiatriques Jura bernois – Bienne-Seeland	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Interprétariat	80	80		
	Bilinguisme	488	488	300	300
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	560	140	260	260
	Clinique de jour	2 999	2 999	2 075	2 075
	Service ambulatoire	1 800	1 800	2 625	2 625
	Gestion intégrée des soins	1 940	1 940	1 256	1 256
	Mise en œuvre de la planification des soins	520	520	78	
	Poste de travail cantonal	274	274		
	Enseignement dispensé aux enfants hospitalisés	143	143	172	173
	Total	8 804	8 384	6 766	6 689

Centre psychiatrique de Münsingen	Prestation supplémentaire	Rémunération annuelle en kCHF			
		2012	2013	2014	2015
	Interprétariat	20	20		
	Formation postgrade en médecine et en pharmacie	1 040	260	260	260
	Mise en œuvre de la planification des soins	100	100	186	
	Poste de travail cantonal	1 000	1 000		
	Garderie	255	255	258	262
	Soutien à la direction				130
	Recherche et formation	50	50	53	60
	Total	2 465	1 685	757	712

Le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion en la classant comme étant réalisée.

Proposition du Conseil-exécutif
Adoption et classement

Le président. Wir kommen zur Motion Speiser. Der Regierungsrat ist bereit, diese Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Ist dieser Antrag bestritten? – Ja, das ist der Fall. Dann gebe ich der Motionärin das Wort.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Ich danke der GEF für die Offenlegung dieser Zahlen. Auch wenn nicht alle Punkte beantwortet wurden, ist es doch sehr aufschlussreich, zu sehen, wo die gemeinwirtschaftlichen Gelder im Kanton hinfließen. Zu meinen drei Punkten: Der erste Punkt betrifft den Verwendungszweck der Gelder, die man von 2012–2014 den Spitalstandorten zuweisen konnte. Dasselbe gilt für das Jahr 2015. Dies ist der zweite Punkt. Der dritte Punkt betrifft die Frage, ob weitere Beiträge für die selben Projekte geplant sind. Der dritte Punkt kommt in der Antwort des Regierungsrats gar nicht zur Sprache. Zu den Jahren 2012 und 2013, welche schon abgerechnet wurden: Im Jahr 2012 sind insgesamt 240 Mio. Franken ausgegeben worden. Davon wurden 140 Mio. Franken für das Inselspital und 38 Mio. Franken für die Universitären Psychiatrischen Dienste und andere Anbieter der Stadt aufgewendet. Schlussendlich blieben rund 55 Mio. Franken für den Rest des Kantons übrig. Dazu gehört auch die Spitalnetz Bern AG, die rund 5,8 Mio. Franken erhielt. Im Jahr 2013 waren es 190 Mio. Franken, und 2014 180 Mio. Franken, wobei dieser Betrag noch nicht vollständig ist, weil noch nicht alles abgerechnet wurde. Wenn man die Zahlen anschaut, sieht man, dass die Landspitäler ungleich behandelt werden, insbesondere im Bereich des Rettungsdienstes. Die Peripherie, die durch den massiven Abbau der Dienstleistungen ohnehin schon benachteiligt ist, ist speziell betroffen. Ich denke, dass für die Standorte in den Regionen ersichtlich gemacht werden muss, wo wie viel Geld hinfließt.

Die Antwort des Regierungsrats lautet: «... die meisten Abgeltungen sind nicht an einen bestimmten Standort gebunden.» Ich nehme an, dass man Eingaben machen und ein Projekt umschreiben muss, damit einem Spital oder einem RSZ gemeinwirtschaftliche Leistungen zugesprochen werden. Somit sollte es möglich sein, die Gelder den einzelnen Standorten zuzuordnen. Es ist auch von Verträgen die Rede. Ich gehe nicht davon aus, dass Verträge ohne genaue Angaben von der GEF bewilligt werden. Aus diesem Grund bin ich der Meinung, dass wir diese Motion nicht abschreiben können. Das Jahr 2014 ist jetzt, im September 2015, noch nicht abgerechnet. Ich gehe davon aus, dass es sich nur um Tage handeln kann, bis die GEF über die Abrechnung 2014 Auskunft geben kann. Im Jahr 2015 konnte man bis Ende Juni im Bereich Innovation noch Eingaben machen. Somit denke ich, dass nun für das Jahr 2015 ein Kostenrahmen absehbar ist. Im Moment sind 160

Millionen aufgeführt, doch es fehlen noch die Kosten des Rettungsdienstes und der ärztlichen und pharmazeutischen Weiterbildung. Aufgrund des Öffentlichkeitsprinzips müssen diese Zahlen in aller Transparenz offengelegt werden. Ich empfehle Ihnen diese Motion zur Annahme, aber nicht zur Abschreibung.

Le président. Wir diskutieren über diesen Vorstoss in Form der freien Debatte. Nun sind die Fraktionssprechenden an der Reihe.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Frau Motionärin, Sie haben ein grundsätzliches Problem. Was Sie hier eingereicht haben, ist keine Motion, sondern eher eine Art ausgeweitete Interpellation. Eigentlich verlangt eine Motion einen Bericht oder ein Gesetz. Es ist mir bewusst, dass wir alle manchmal einen Vorstoss als Motion einreichen, obwohl es eher ein Postulat wäre. Aber hier geht es noch weiter, und Ihre Argumentation passt dazu. Sie sind nicht zufrieden mit der Antwort. Was Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, dieser Antwort entnehmen können, ist gewissermassen das «Fleisch am Knochen» zum Vierjahreskredit, über den wir vorhin gesprochen haben. Die Antwort zeigt auf, wie die verschiedenen Leistungen, die ich erwähnt habe, auf die einzelnen Institutionen aufgeteilt werden. Es ist klar, dass es nicht um ein Stadt-Land-Thema geht, sondern um die Versorgung und um die Vermeidung von Fehlanreizen, die sich aus TARMED ergeben. Aus diesem Grund bitte ich Sie, diese «Motion» so, wie es die Regierung vorschlägt, abzuschreiben. Wir haben einen sehr guten Überblick darüber erhalten, wo dieses Geld hingegangen ist. Vielleicht habe ich vergessen zu erwähnen, dass es nicht in der Kompetenz des Grossen Rates liegt, über die Aufteilung dieses Kredits zu bestimmen. Unsere Kommission hat diesen Kredit gut angeschaut. Wir haben auch klar gesehen, wie die Mittel verteilt werden. Die Verteilung ist schlüssig und logisch nachvollziehbar. Ich danke der GEF, dass sie dargelegt hat, welche Institution wie viele Mittel erhält. Es ist nur sinnvoll, diese Motion jetzt abzuschreiben.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Ich kann mich kurz fassen. Wir diskutieren nur noch über die Abschreibung, denn die Annahme ist, soweit ich weiss, nicht bestritten. Wir haben hier eine Motion, welche sehr schlank beantwortet wurde. Barbara Mühlheim hat gesagt, es sei keine echte Motion. Es ist selten, dass wir in einer Motionsantwort so viele Informationen vorfinden, sodass damit alles erledigt ist. Dass es einzelne Dinge gibt, die noch nicht beantwortet wurden oder noch nicht abgerufen werden können, mag sein. Doch diese kann man später noch abrufen. Die GEF hat immer eine offene Tür, falls jemand diese Daten noch haben möchte. Die BDP-Fraktion will nicht noch einen weiteren Bericht, in dem dargelegt wird, was jetzt alles noch nachgeliefert werden muss. Wir sind zufrieden, uns genügen die vorliegenden Antworten. Deshalb werden wir der Abschreibung zustimmen.

Reto Müller, Langenthal (PS). Auch wir haben zur Kenntnis genommen, dass hier eine Interpellation vorliegt, die als Motion verpackt daher kommt. Wir können uns bei der GEF dafür bedanken, dass sie diesen Vorstoss im Sinne der Motionärin beantwortet hat. Es hätte möglicherweise Regierungen gegeben, die so etwas zurückgewiesen und gesagt hätten, der Vorstoss sei nicht motionsfähig. Aus unserer Sicht ist die Transparenz vorhanden, ob mit oder ohne diesen Vorstoss. Es wurde ins Feld geführt, dass man noch warten müsse, bis das Jahr 2014 abgerechnet sei. Ich denke jedoch, Frau Speiser wird diese Zahlen auch noch erhalten, ohne dass man diesen Vorstoss in der Geschäftsverwaltung pendent halten muss. Die GEF wird diese Zahlen sicher vorlegen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist für Annahme und Abschreibung.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Auch die FDP ist für die Annahme und Abschreibung dieser Motion. Diese geht zurück auf eine Motion, die ich im Jahr 2011 eingereicht habe, mit dem Ziel, dass die gemeinwirtschaftlichen Leistungen konkret aufgelistet werden sollen. Dies wird offensichtlich getan, wie man der Antwort auf den vorliegenden Vorstoss entnehmen kann. Von uns aus gesehen ist es begründet, warum die fehlenden Zahlen noch nicht vorliegen. Es stellt sich auch nicht die Frage, wie diese Mittel verteilt werden. Dies ist nicht das Thema. Die Verteilung ist Aufgabe der GEF, dafür sind wir nicht zuständig. Deshalb sind wir für die Annahme und Abschreibung.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Wir danken der Motionärin für diesen Vorstoss, der uns interessante Zahlen geliefert hat. Wir danken aber auch der Verwaltung, die dem Wunsch nach

Transparenz bei den gemeinwirtschaftlichen Leistungen Folge geleistet und somit auch dem Öffentlichkeitsprinzip Rechnung getragen hat. Gerne erwarten wir noch eine Vervollständigung der Daten, sobald diese gesichert vorliegen. Ich denke dabei etwa an die Abrechnungen 2014 und 2015. Das heisst, dass ein Teil der EVP-Fraktion die Abschreibung nicht unterstützt. Der andere Teil unterstützt die Abschreibung.

Noch ein Wort zur Frage der Standortgebundenheit der Mittel: Was uns als EVP-Fraktion dabei interessiert, ist insbesondere, inwiefern die GEF beziehungsweise das Spitalamt die Kontrolle darüber hat, wo diese Mittel letztlich hinfliessen, auch geografisch gesprochen, wenn die meisten Leistungen gemäss Antwort der Regierung «nicht an einen bestimmten Standort gebunden sind.» Fazit: Die EVP-Fraktion unterstützt diese Motion oder Interpellation oder wie man den Vorstoss nennen will, und bestreitet teilweise die Abschreibung.

Maria Esther Iannino Gerber (Les Verts). Ich kann mich kurz fassen: Die grüne Fraktion wird der Motion sowie deren Abschreibung zustimmen. Für uns hat diese Motion eher den Charakter einer Interpellation, die vollständig beantwortet wurde. Was die Zahlen für das Jahr 2014 betrifft, die noch nicht vorliegen, so kann man jederzeit nachfragen. Ich hoffe, dass man auch in Zukunft diese Zahlen nach Institutionen aufgegliedert im Geschäftsbericht finden kann.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Herzlichen Dank an dieser Stelle für diesen grossen Bericht. Trotzdem fehlen uns ein paar Zahlen. Es ist nun immerhin bereits September 2015, es sollte doch langsam möglich sein, die Zahlen für das Jahr 2014 vorzulegen. Dann würde wohl auch die Abschreibung von unserer Fraktion nicht bestritten. Zum anderen hätten wir gerne mehr darüber gehört, welche Zahlungen welchem Standort zugute kommen. Dies hätte man unseres Erachtens noch weiter ausführen können. Unabhängig davon, ob die Abschreibung nun erfolgt oder nicht, hoffen wir, dass hierzu doch noch Zahlen nachgeliefert werden. Die SVP-Fraktion dankt insbesondere der Motionärin für das Aufgreifen dieses Themas. Grossrätin Beutler hat es richtig gesagt: Es wurden gute Zahlen geliefert, die aber zum Teil noch nicht vollständig sind. Die SVP-Fraktion empfiehlt Ihnen, diese Motion anzunehmen und nicht abzuschreiben.

Le président. Ich gehe davon aus, dass sich alle Fraktionen geäussert haben, die dies tun wollten. Gibt es Einzelsprechende? – Das ist nicht der Fall. Dann hat der Gesundheitsdirektor das Wort.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Pour répondre à la dernière question de M. Bärtschi, c'est connu que chaque année les décomptes arrivent en automne. Il ne faut pas oublier qu'il y a d'abord les décisions juridiques qui doivent être prises, puis il y a ensuite les possibilités de recours de l'entreprise, cela prend toujours un certain temps. Concernant la question des financements à l'ensemble de l'entreprise ou par site, je vous rappelle qu'un des points de friction avec les hôpitaux a souvent été la question d'avoir des définitions pour les critères qualité par site comme par exemple d'avoir une salle d'opération, avec possibilité de soins intensifs sur le même site. Cela fait sens. Quant à la grande partie de l'autre argent que l'on paie aux hôpitaux, c'est logique que l'on ne va pas intervenir dans l'opératif des entreprises: on paie par exemple le nombre de médecins-assistants, ce n'est pas à nous de dire où ils doivent engager leurs médecin-assistants, on paie par exemple aussi tout le domaine de sauvetage; ce n'est pas à nous de dire comment ils doivent investir leur argent, du moment que la sécurité est garantie. Je crois que c'est un peu là que se situe cet argumentaire. Pour répondre à la motionnaire, nous avons répondu au point 3 de la question dans le texte allemand, j'ai vu avec surprise que dans le texte français cette dernière phrase n'y était pas, je vais donc la lire en allemand. On dit, pour répondre au point 3 de la motionnaire: «Weitere Beiträge aus anderen Finanzierungsinstrumenten des Kantons Bern sind für die nachfolgend aufgeführten Leistungen und Projekte nicht ausgerichtet worden.» Ce sont là les précisions par rapport aux remarques que j'ai entendues, sinon je vous prie de suivre le gouvernement, d'accepter la motion et de la classer.

Le président. Die Motionärin will das Wort nicht mehr. Somit kommen wir zur Abstimmung. Soweit ich gehört habe, ist die Annahme dieser Motion nicht bestritten. – Nein, das ist nicht der Fall. Dann stimmen wir direkt über die Abschreibung ab. Wer die Motion Speiser abschreiben will, stimmt ja, wer diese Motion nicht abschreiben will, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 104

Non 45

Abstentions 0

Le président. Sie haben die Motion angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.